

Pays-Bas : la vraie leçon des élections - « Le problème de beaucoup de Néerlandais n'est pas l'Islam ou l'immigration, c'est leur niveau de vie. »

jeudi 16 mars 2017, par [GODIN Romaric](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2017).

L'extrême-droite n'a pas réalisé de percée notable aux Pays-Bas lors du scrutin législatif de ce 15 mars. En revanche, la coalition sortante est fortement sanctionnée, notamment les Sociaux-démocrates qui perdent les trois quarts de leurs sièges.

La leçon n'était peut-être pas celle que l'on croyait. L'extrême-droite néerlandaise n'a finalement réalisé qu'un score décevant lors des élections des 150 sièges de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, la chambre basse du parlement du Royaume, de ce 15 mars 2017 [1]. Le Parti pour la Liberté (PVV) de Geert Wilders, allié inconditionnel du Front national français, islamophobe et europhobe, n'obtiendrait, selon les sondages sortis des urnes que 20 sièges et 13,1 % des voix, soit 5 sièges et 3 points de plus qu'en 2012. Une hausse modeste qui ne lui permet pas d'égaliser son score de 2010 (15,7 % des voix) et encore moins de lutter pour la première place, occupée par les Libéraux du VVD du premier ministre sortant Mark Rutte, donné à 21,3 % et 33 sièges.

Un PVV sans ressort

Les sondages de ces derniers jours témoignaient clairement d'une baisse notable du PVV qui avait déjà été surestimé en 2012 et en 2014. Pour autant, tous les médias, surtout étrangers, avaient continué à souligner le « risque » d'une « victoire » de l'extrême-droite. Ce risque était d'autant moins probable que, même en tête, le PVV eût été incapable de gouverner compte tenu du « cordon sanitaire » des autres partis et de l'émiettement de l'électorat renforcé par le système de proportionnelle intégrale des Pays-Bas. Le danger du PVV n'était donc pas réel. Mais il a été agité, oubliant à bon compte le fait véritable, avéré ce 15 mars, de ces élections néerlandaises de 2017 : la déroute de la coalition sortante, une des plus orthodoxes de l'histoire néerlandaise sur le plan budgétaire et qui a mené une politique d'austérité qui a coûté très cher à la société néerlandaise.

Coalition sanctionnée

Cette défaite est évidente : le VVD perd cinq points et 8 sièges 5,5 points et les travaillistes sociaux-démocrates du PvdA, le parti du président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem perdent, eux, 19 points, passant de 24,8 % à 5,7 %. Jamais ce parti n'avait été aussi bas dans une élection aux Pays-Bas. Les travaillistes devront se contenter de 9 sièges sur les 38 qu'ils avaient obtenus en 2012. Ce n'est plus une sanction, c'est une gifle. En tout, la coalition sortante perd 24 points, près de la moitié de son score de 2012 ! C'est là le seul fait évident de ce scrutin, beaucoup plus que la montée du PVV. Or, cette déroute trouve évidemment son origine dans le rejet de la politique de la coalition, mitigé dans le cas de la VVD par la position de Mark Rutte qui a profité de la crise avec la Turquie. Mais le fond de la politique de cette coalition peut se résumer en un mot : le retour à l'équilibre

budgétaire.

Bilan économique

En se concentrant sur la montée du PVV, on évitait d'évoquer cette réalité. Ceci donnait lieu à une pseudo « explication culturelle » à la montée des populismes dans « un pays qui se porte bien économiquement ». Mais la réalité est que le peuple néerlandais a rejeté la politique économique de la coalition, qu'il l'a sanctionnée et que, partant, le pays ne se porte pas si « bien » que le laisse croire un taux de croissance gonflé par les réexportations depuis Rotterdam et les effets liés aux avantages fiscaux accordés aux multinationales. Le chômage est revenu à son niveau de 2012, un niveau bien plus élevé que dans la décennie précédente et il a beaucoup augmenté jusqu'en 2014. Le travail à temps partiel atteint des records, les inégalités se sont creusées et le risque de pauvreté a augmenté [2]. Le problème de beaucoup de Néerlandais n'est pas l'Islam ou l'immigration, c'est bien leur niveau de vie. C'est ce qu'ils ont exprimé dans les urnes ce 15 mars.

Déroute social-démocrate

Encore une fois, donc, un parti social-démocrate ayant appliqué une politique d'austérité (Jeroen Dijsselbloem, en tant que ministre des Finances, l'a menée pleinement) est lourdement sanctionné. Cette déroute fait penser à celle du Labour irlandais en février 2016 qui est aussi tombé à 6 % des voix ou encore, évidemment au Pasok grec, qui est aussi à ce niveau désormais. Ce score devrait inévitablement faire réfléchir les partisans de la « gauche moderne » qui ferait les « réformes structurelles » et l'austérité pour le « bien » supposé du « petit peuple ».

En réalité, le PvdA n'a pas su défendre sa clientèle traditionnelle et l'a, au contraire, sacrifiée sur l'autel de la rigueur budgétaire et des « grands équilibres ». Cet électorat l'a logiquement abandonné. Certes, la gauche anti-austéritaire et eurosceptique du Parti socialiste (SP) n'en a pas profité et elle s'effrite légèrement (14 sièges contre 15), mais la gauche écologiste de GroenLinks (GL) a récupéré l'essentiel du vote travailliste, en passant de 4 à 14 sièges. Ce parti pro-UE est anti-austérité, il se situe là où le PvdA était voici cinq ans avec un programme proche. Il reprend d'ailleurs ses bastions du nord du pays. Même remarque pour les libéraux « de gauche » de D66 qui atteignent 19 sièges, soit 7 de plus qu'en 2012 avec 12,1 % et qui, eux aussi, étaient très critiques sur la politique économique de la coalition.

Emiettement

De plus, comme dans beaucoup d'autres pays soumis à l'austérité, les élections néerlandaises ont montré un fort émiettement de l'électorat et un renforcement des petits partis. Le parti des animaux (PvdD) gagne ainsi 3 sièges à 5 sièges, le parti qui défend le multiculturalisme Denk, nouveau venu, prend 3 sièges, le parti des retraités 50 + gagne 2 sièges à 4 sièges... En tout, 8 sièges de plus qui manqueront aux grandes formations et qui prouvent que ces politiques sociales dures conduisent à un sentiment de perte de repères qui conduisent à des votes « marginaux ».

Vrai enjeu

L'enjeu de ce scrutin n'était donc pas celui que les observateurs internationaux avaient martelé depuis des semaines : ce n'était pas un débat sur l'Islam ou l'immigration, mais bien sur la nature d'une politique économique et sociale. Certes, les Néerlandais savent que leur économie ouverte a peu à gagner à une sortie de l'euro ou de l'UE. Et c'est ce qui explique la faible performance du PVV et du SP. Mais ils ont aussi demandé une politique économique plus équilibrée et moins empreinte de cette violence que l'Europe a pu constater dans l'attitude de Jeroen Dijsselbloem envers la Grèce depuis 2015. Les Néerlandais sont modérés et la politique de la coalition ne l'était pas. Ils ont rejeté

PVV et SP, mais aussi VVD et PvdA. D'où la poussée de la CDA chrétienne-démocrate, une des mères du modèle social néerlandais, donnée à 19 sièges, de D66 et de GroenLinks. Des partis pro-européens mais critiques envers la politique du gouvernement sortant. La nouvelle coalition qui va se former, sans doute avec 4 partis au moins, devra prendre en compte cette leçon, la vraie, de ces élections néerlandaises.

Romarc Godin

P.-S.

* La Tribune. 15/03/2017, 22:59 :

<http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/pays-bas-la-vraie-lecon-des-elections-663106.html>

Notes

[1] <http://tmgonlinemedia.nl/consent/consent/?return=http%3A%2F%2Fwww.telegraaf.nl%2F&clienttime=1489659833388&version=0&detect=true>

[2] <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/pays-bas-des-elections-marquees-par-l-attribution-de-l-electorat-655768.html>